



CHAPITRE 107

Loi modifiant la charte de l'Association
des gymnastes amateurs de Montréal

[Sanctionnée le 30 avril 1964]

Préam-
bule.

ATTENDU que l'Association des gymnastes amateurs de Montréal a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 55, dans le but d'encourager la pratique des exercices gymnastiques dans la cité de Montréal;

Que sa charte, modifiée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 127, et 5 George V, chapitre 140, limite ses droits d'acquérir et de posséder des biens immobiliers et que ces limites ne concordent plus avec ses besoins actuels;

Qu'elle désire que sa charte soit encore modifiée et que ses pouvoirs soient augmentés afin qu'ils concordent avec sa situation présente et répondent à ses besoins présents et futurs;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il y a lieu d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1881, c.
55, a. 2.
remp.

1. L'article 2 de la loi 44-45 Victoria, chapitre 55, remplacé par l'article 1 de la loi 3 Édouard VII, chapitre 127, est de nouveau remplacé par le suivant:

Acquisi-
tions au-
torisées.

"2. 1. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et en particulier elle peut acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance,

CHAPTER 107

An Act to amend the charter of The Mont-
real Amateur Athletic Association

[Assented to 30th April 1964]

WHEREAS The Montreal Amateur Athletic Association has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 44-45 Victoria, chapter 55, for the purpose of encouraging the practice of athletic sports in the city of Montreal;

That its charter, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 127, and 5 George V, chapter 140, places limits on its rights to acquire and possess immovables which are not in accordance with present-day requirements;

That it is desirous of obtaining a further amendment of its charter increasing its powers and authority for the purpose of meeting its present position and providing for its present and future needs;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act accordingly and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 44-45 Victoria, 1881, c. 55, s. 2, replaced by the following:

"2. 1. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and in particular it shall have power to acquire, hold, lease, pos-

Power to
acquire
property,
etc.

louer, gérer, transporter, vendre ou autrement aliéner tous biens mobiliers et immobiliers situés dans la ville de Montréal ou ses environs et nécessaires pour atteindre le but pour lequel elle est créée, ou en disposer autrement à cette même fin, par tous modes légaux et à tout titre, nonobstant les dispositions de la Loi de la mainmorte (Statuts refondus, 1941, chapitre 283).

Immeubles inutilisés.

2. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins."

1881, c. 55, a. 2a, remp.

2. L'article 2a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 3 Édouard VII, chapitre 127, est remplacé par le suivant:

Pouvoirs quant aux immeubles.

"2a. 1. La corporation peut être partie à tous engagements et contrats pour la construction, l'érection, la location, l'entretien et l'exploitation de bâtisses convenables pour répondre à l'objet de l'association en général, et recevoir le matériel et le mobilier qui leur sont nécessaires; elle a le pouvoir de louer une partie de ses immeubles et de faire tous actes, contrats et autres choses nécessaires et requises, relativement à l'acquisition, la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses immeubles.

Pouvoir d'emprunter, etc.

2. La corporation peut:
 a) faire sur son crédit des emprunts par tout mode reconnu par la loi et spécialement par l'émission, l'endossement et l'escompte d'effets négociables;
 b) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
 c) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;
 d) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens, meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le remboursement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis

sess, enjoy, administer, sell or otherwise alienate or dispose of, and convey any moveable and immoveable property, situated in the city of Montreal or in its vicinity, necessary for the purpose for which it is created, by all legal methods and under any title, notwithstanding the provisions of the Mortmain Act (Revised Statutes, 1941, chapter 283).

2. The corporation must dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for its objects."

Immoveables not utilized.

2. Section 2a of the said act, enacted by section 1 of the act 3 Edward VII, chapter 127, is replaced by the following:

1881, c. 55, s. 2a, replaced.

"2a. 1. The corporation shall have the right to enter into all engagements and contracts for the construction, erection, lease, maintenance and operation of suitable buildings for the purposes of the association generally and for the material and furniture necessary for the said buildings; and shall have the power to let part of its property, and to do every act, deed and thing needful and expedient in connection with the acquisition, construction, equipment, maintenance and operation of its property.

Powers respecting property.

2. The corporation may:
 a. borrow on its credit by any method recognized by law and especially by the issue, endorsement and discount of negotiable instruments;
 b. hypothecate or pledge its immoveables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;
 c. issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;
 d. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immoveable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accord-

Power to borrow, etc.

conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

e) placer ses fonds, quelle qu'en soit la provenance, de toute manière jugée appropriée, nonobstant l'article 981*o* du Code civil."

1881, c.
55, a. 6*a*,
remp.

3. L'article 6*a* de ladite loi, édicté par l'article 2 de la loi 5 George V, chapitre 140, est remplacé par le suivant:

Exemption
de
taxes.

"**6*a*.** Nonobstant toutes lois ou tous règlements contraires, les édifices, terrains et autres immeubles tenus, occupés et possédés par la corporation pour les fins susdites, seront assimilés à ceux des établissements et institutions d'éducation quant aux exemptions de taxes pour fins municipales et scolaires.

Restric-
tion.

Cette exemption ne devra pas s'appliquer aux taxes pour l'eau, ni aux taxes spéciales pour égouts, pavages et trottoirs.

Limita-
tion.

La présente exemption ne s'appliquera qu'aux biens situés dans les limites de la ville de Montréal et de la cité de Westmount, et dans la mesure où ils sont occupés par la corporation pour ses fins propres et non pour en retirer un revenu."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace it, or in any other manner;

e. invest its funds, whatever their source, in any manner deemed suitable, notwithstanding article 981*o* of the Civil Code."

3. Section 6*a* of the said act, enacted by section 2 of the act 5 George V, chapter 140, is replaced by the following:

1881, c.
55, s. 6*a*,
replaced.

"**6*a*.** Notwithstanding all laws or by-laws to the contrary, the buildings, grounds and other immoveables held, occupied and possessed by the corporation for the aforesaid purposes, shall be assimilated to educational establishments and institutions as regards exemption from taxation for municipal and school purposes.

Exemp-
tion from
taxation.

Such exemption shall not apply to water-taxes, or to special taxes for sewers, pavements or sidewalks.

Excep-
tion.

This exemption shall apply only to property situated within the limits of the city of Montreal and the city of Westmount, and to the extent that such property is occupied by the corporation for its own objects and not to derive a revenue therefrom."

Limita-
tion.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.